

# “L’Europe de l’énergie est un échec”

## LES PATRONS EUROPÉENS DE L’ÉNERGIE S’ATTAQUENT AUX SUBVENTIONS DES RENOUVELABLES.

/ Paul Vanlerberghe  
CSCE

Le 11 octobre dernier, les patrons des dix grandes multinationales de l’énergie, GDF-Suez en tête, sont venus sonner le tocsin à Bruxelles : la rentabilité du secteur souffre, les investissements s’effritent, et les consommateurs peinent sous des factures toujours plus lourdes. En résumé, a déclaré Gérard Mestrallet, le PDG de Gaz-de-France-Suez et porte-parole du groupe des dix, “c’est l’échec de la politique européenne de l’énergie. Il faut agir!” **A** Il y a longtemps que des voix critiques attaquent la politique de la Commission en matière d’énergie. Longtemps que certains dénoncent le système pervers du marché européen des certificats verts (Emission Trade System) et l’absence de lignes directrices dans le secteur de la production d’électricité, aussi bien fossile que renouvelable. Longtemps, surtout, que l’on dénonce l’absence de guidance pour développer une production d’appoint et une véritable capacité de réserve associée, susceptible de garantir l’équilibre du système en période de froid extrême ou en cas d’autres situations amenant à des pics de consommation.

### UNE FRONDE INHABITUELLE

Il est assez rare de vivre une fronde aussi large d’un secteur important du capital européen contre les politiques de la Commission européenne. C’est pourtant bien cela que les grands patrons des dix multinationales d’énergie ont entrepris de faire, et ce depuis plusieurs mois. En mai 2013 déjà, Gérard Mestrallet qualifiait de “désastreuse”

la politique énergétique de l’Union européenne. Il adressait alors, avec ses sept collègues patrons, un “appel solennel” à la Commission européenne. En septembre dernier, Mestrallet et ses confrères se sont adressés au Parlement européen avec le même message. En octobre, c’est le front uni des dix qui s’est directement adressé à la Commission.

teurs se plaignent de la libéralisation et qu’ils payent des factures toujours plus lourdes, il faut alléger ces dernières en stoppant les contributions pour le climat et pour l’énergie renouvelable. Les citoyens ne paieront plus, dès lors, que le prix de l’énergie.

3. Soutien des centrales à gaz. Le risque de blackout, c’est-à-dire la panne de courant à large échelle,

réduction du gaz à effet de serre à l’horizon 2030 et, pour la transformation vers une économie bas-carbone, en 2050. À défaut, disent-ils, les entreprises ne disposent pas de repères pour orienter leurs investissements.

Le message des patrons est double : alléger la pression de la concurrence par les renouvelables sur le court terme, d’une part, et, de l’autre, fixer des objectifs ambitieux pour la transition sur le long terme. Entre-temps, ils demandent que l’on protège le secteur de l’énergie de la concurrence outre-Atlantique qui arrive sous la forme de charbon bon marché, et ce à la suite du développement et de l’exploitation du gaz de schiste.

**“IL EST RARE DE VOIR UNE FRONDE AUSSI LARGE CONTRE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE EUROPÉENNE.”**

l’énergie sont importantes :

1. Réduction des subventions aux énergies renouvelables, afin d’éliminer une concurrence déloyale pour l’énergie fossile. Les technologies d’énergie renouvelable qui sont déjà rentables doivent être au plus vite intégrées au marché. Sous-entendu : elles doivent subir les lois du marché et non se développer davantage grâce aux subventions. Les subventions qui survivent doivent être orientées vers la recherche et le développement technologique plutôt que vers la production.

2. Suppression des “éléments non énergétiques” de la facture d’énergie. Puisque les consumma-

teurs se plaignent de la libéralisation et qu’ils payent des factures toujours plus lourdes, il faut alléger ces dernières en stoppant les contributions pour le climat et pour l’énergie renouvelable. Les citoyens ne paieront plus, dès lors, que le prix de l’énergie.

3. Soutien des centrales à gaz. Le risque de blackout, c’est-à-dire la panne de courant à large échelle, devient de plus en plus réel. Pour s’en prémunir, il faut développer un système de capacité de réserve. Plus urgent encore, il faut protéger la survie (menacée) des centrales à gaz, qui sont les seules à pouvoir augmenter la puissance du réseau à très courte échéance (quinze minutes) en cas de pic de consommation. En ce moment, près de la moitié des centrales à gaz sont fermées ou menacées de l’être.

Les patrons de l’énergie demandent aussi que l’Europe définisse au plus vite des objectifs à long terme pour le renouvelable, et ce avec des échéances fixes. Ils exigent des objectifs pour la

### LA COMMISSION S’EXÉCUTE, DU BOUT DES DOIGTS

Il aura fallu exactement trois petites semaines à la Commission européenne pour s’exécuter. Le 5 novembre dernier, la Commission a publié sa communication “Guidance pour l’intervention des États membres dans l’électricité” **B**. Le texte explique comment réformer les interventions publiques dans le secteur de l’énergie, “spécifiquement ceux qui concernent les énergies renouvelables”. Contrairement à ce que laisse entendre le titre, il ne concerne donc pas que la seule électricité.

# D'UNE SEULE VOIX!



À l'avenir, les subventions existantes devront être flexibles, avant de disparaître dès que possible, de façon à exposer la filière du renouvelable aux forces du marché. Plus généralement, les subventions au renouvelable doivent être orientées vers la recherche plutôt que vers la production. "Étant donné que les technologies arrivent à maturité, les énergies renouvelables devraient progressivement être soumises aux prix du marché et, finalement, l'aide accordée à ce secteur devrait être supprimée." ② Le deuxième axe de la communication de la Commission porte sur les mécanismes de capacité de réserve. La Commission s'aventure assez timidement sur ce terrain. Elle se limite à constater que plusieurs États membre mettent en place des mesures pour organiser et financer des mécanismes de capacités de réserve. Pour le reste, elle se limite à énumérer des conditions à remplir et des alternatives à envisager avant de se lancer

dans la mise en production d'une quelconque capacité de réserve.

## EN FINIR AVEC LA LIBÉRALISATION ?

Les changements de cap de la part du secteur de l'énergie et la suite amiable donnée par la Commission européenne se situent dans un contexte de bouleversements global du secteur, qui est dangereusement confronté à une absence d'investissements et à un rapport profit/risque inacceptable selon les industriels.

"Les régulateurs et les gouvernements doivent jouer leur rôle et permettre d'évoluer d'un marché libéralisé vers un marché guidé", déclare la société de recherche et de consultation Capgemini, dans sa quinzième édition de l'*Observatoire des Marchés de l'Énergie*. ③ Ainsi, cette "éminente" institution – Capgemini est considérée comme un oracle dans les milieux de l'énergie – s'est attaquée à un tabou : il faut en finir avec la libéralisation et

évoluer vers un "marché guidé". Le modèle de la libéralisation a atteint ses limites. La transition vers le renouvelable exige davantage de guidance et de planification que ce que peut fournir un modèle fondé sur la libéralisation. Cela fait longtemps que les investissements dans le nucléaire sont conditionnés à la garantie totale d'un État. Mais dans l'actualité, le cas de figure d'EdF (Électricité de France - conglomérat à actionnariat majoritaire de l'État français) est exemplaire. EdF a conclu un accord avec l'État britannique pour construire une ou deux centrales nucléaires en Grande-Bretagne, avec la promesse de pouvoir vendre l'électricité pendant des décennies à un prix garanti par l'État, soit le double du prix actuel de l'électricité. Cet exemple balaie toute référence mystifiante sur la "libéralisation de l'énergie". En outre, depuis l'arrivée sur scène du gaz de schiste d'outre-Atlantique, la concurrence a fait chuter

le prix du charbon, lequel est, par conséquent, vendu en abondance et à bon prix sur le Continent européen. Adieu, donc, aux centrales moins polluantes, et bienvenue aux centrales à charbon bon marché et très polluantes. On est arrivé au point où le marché libéralisé et les objectifs de renouvelable ou d'économie "décarbonisée" ne sont plus du tout compatibles. C'est là que s'inscrit le désaccord entre les patrons et la Commission européenne.

Les remèdes préconisés par Capgemini vont bien plus loin que la réaction timide de la Commission. Pour la société de consultance, la planification de la production et le transport haut voltage doit remplacer le laisser-faire du marché libéralisé. Elle soutient la nécessité de créer un marché de capacité de réserve – et d'être prêt à le financer – pour assurer la production flexible nécessaire en situation de consommation de pointe. Et il est préférable de poursuivre la production des centrales à gaz existantes pour éviter de devoir en construire de nouvelles dans le futur.

L'offensive des patrons contre la Commission européenne est révélatrice d'une nouvelle donne. L'Europe est arrivée au point où la libéralisation des marchés, d'une part, et les objectifs d'énergie renouvelable et d'économie "décarbonisée", de l'autre, sont de plus en plus incompatibles. C'est dans ce contexte que s'inscrit le désaccord entre les patrons et la Commission européenne. ■

① Le Monde, 21 mai 2013

② Delivering the Internal Electricity Market and making the most of Public Intervention. Communication from the Commission. Brussels 2013). Draft.

③ Orientations pour les États membres relatives aux interventions de l'État dans les marchés de l'électricité. Commission européenne. Bruxelles, nov. 2013.

④ European Energy Markets Observatory. Cap Gemini Consulting, p.17, oct. 2013.